

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Promotion des droits des femmes

La COSI Bénin fait l'évaluation des recommandations sur l'approche genre

La Confédération des organisations syndicales indépendantes du Bénin (COSI) a organisé le vendredi 23 septembre 2022, à la Bourse de ... • (Page 11)

Développement agricole au Bénin

Le MAEP équipe les producteurs de manioc et de maïs du Plateau

Poursuivant la dynamique de la sécurité alimentaire, le gouvernement a procédé, vendredi 23 septembre 2022 ... • (Page 03)



Fin de mission au Bénin

Le FMI note un rebond dans l'agriculture et au Port

• (Page 03) **Célébration de ses 10 ans d'activités**

Remise d'attestation aux journalistes formés par L'économiste du Bénin

Au lendemain de la célébration de ses 10 ans, le quotidien L'économiste du Bénin a procédé, jeudi 22 septembre ... • (Page 04)

Entrepreneuriat en Afrique

Les PME parmi les plus grands employeurs

Le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) figure parmi l'un des plus grands ... • (Page 02)

Phase pilote du volet formation du projet ARCH

Le Gouvernement avance vers la modernisation du secteur de la mécanique auto au Bénin

Trois Ministres du Gouvernement ont effectué une descente au Centre de formation technique et professionnelle du garage municipal de Lokossa, le vendredi 23 ... • (Page 11)

Campagne de sensibilisation

Les astuces de Véronique TOGNIFODÉ aux élèves pour prévenir les grossesses

Nous sommes en début d'année scolaire au Bénin. Une période propice aux attitudes peu recommandables des ... • (Page 09)



• La DG du FMI, Kristalina Georgieva

18^{ème} Edition du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin • (Page 08)

Un évènement majeur de promotion du secteur privé

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Entrepreneuriat en Afrique

Les PME parmi les plus grands employeurs

Le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) figure parmi l'un des plus grands employeurs d'Afrique et reste l'un des écosystèmes de start-up à la croissance la plus rapide au monde, façonné par des tendances clés qui ne montrent aucun signe de ralentissement dans un futur proche.

• Issa SIKITI DA SILVA

Cette réflexion émane de Patrick Prestele, consultant chez Frost & Sullivan Africa, qui affirme que le chômage, le manque d'opportunités de développement et la pauvreté poussent bon nombre des jeunes africains à l'entrepreneuriat. D'où le nombre très élevé des start-ups qui, à leur tour, créent des centaines d'opportunités d'emplois dans le continent.

« L'activité entrepreneuriale axée sur la nécessité est le moteur de l'économie africaine des start-up. Les PME sont l'un des plus grands employeurs d'Afrique et, bien qu'il y a une tendance à la baisse, 75% de la population d'Afrique subsaharienne étaient décrits comme des travailleurs indépendants en 2019 », indique Patrick Prestele.

En Afrique, les PME fournissent environ 80% d'emplois, ce qui représente un moteur important de la croissance économique; selon les experts.

Cependant, à en croire Patrick Prestele, les start-ups technologiques restent en pole position, et continuent de prospérer et d'attirer les investissements internationaux.

Écosystèmes établis



Le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Kenya sont les principaux pôles d'investissement d'Afrique en raison de leurs écosystèmes de démarrage bien établis, de leurs niveaux d'enseignement supérieur et de leurs plateformes de soutien visant à aider les entrepreneurs à accéder aux capitaux, souligne ce consultant de Frost & Sullivan, le cabinet mondial de conseil en croissance et d'information commerciale.

Le continent en général, et en particulier ces trois pays, a affiché une croissance continue depuis 2017 - un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 45% - et atteint de nouveaux records en 2020 en pleine pandémie de COVID-19.

Selon Patrick Prestele, le continent africain a connu une augmentation de 128%

en glissement annuel du nombre de transactions de 2019 à 2020 et une croissance de 104% en glissement annuel de 2020 à 2021, reflétant ainsi une maturation de l'écosystème des start-up en Afrique.

Le nombre de transactions de démarrage enregistrées en 2021 correspond à 70% du volume total des transactions enregistrées sur le continent entre 2014 et 2020. La valeur cumulée des transactions de démarrage en Afrique a atteint 5,2 milliards USD en 2021, reflétant un taux de 373% de croissance en glissement annuel.

La croissance du volume et de la valeur des transactions en Afrique brosse un tableau optimiste pour l'avenir de l'écosystème des start-up et les opportunités de croissance dans l'espace entrepreneurial, dicit Patrick Prestele.

AUX DECIDEURS...

Jubilé d'étain et de maturité !

Le Quotidien L'économiste du Bénin célèbre son jubilé d'étain en cette année. L'organe spécialisé dans la publication des informations économiques, financières et boursières accède désormais à l'adolescence, si sa vie était comparable à celle d'un être humain. La première décennie dans la vie d'une entreprise correspond à la phase de l'incertitude, des hésitations, mais aussi de la foi. Dix ans après, les facteurs essentiels à la construction et à la survie d'une entreprise sont connus et maîtrisés pour laisser éclore des perspectives plus ambitieuses et plus dynamiques.

L'adolescence comprise entre 10 ans et 20 ans est une période de croissance qui met fin à l'enfance. C'est la période de l'affirmation de soi. Dans la vie d'une entreprise, la deuxième décennie est celle de l'affirmation de la marque. Elle appelle à plus d'engagement, de courage et d'abnégation.

Le jubilé d'étain, au-delà de son caractère festif, offre l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru et d'envisager l'avenir avec plus de détermination, de persévérance et de foi. C'est à l'aune de ces considérations que le journal peut enchaîner encore plus de succès qui pourront être contés à l'occasion du jubilé de porcelaine, du jubilé d'argent, du jubilé d'or, du jubilé de diamant...

En attendant la célébration future de ces années jubilaires, les acteurs des médias et les consommateurs des produits de la presse sont unanimes que L'économiste du Bénin a fait du chemin et que le bilan en dix ans est satisfaisant. Aux antipodes de l'adolescence encore caractérisée par des agitations stériles dues à la puberté, la nouvelle décennie de L'économiste du Bénin est celle de la maturité. « Le forum de l'économiste » qui est l'une des activités inscrites au programme des activités traduit indubitablement les ambitions d'un journal enclin à la perfection et à l'innovation.

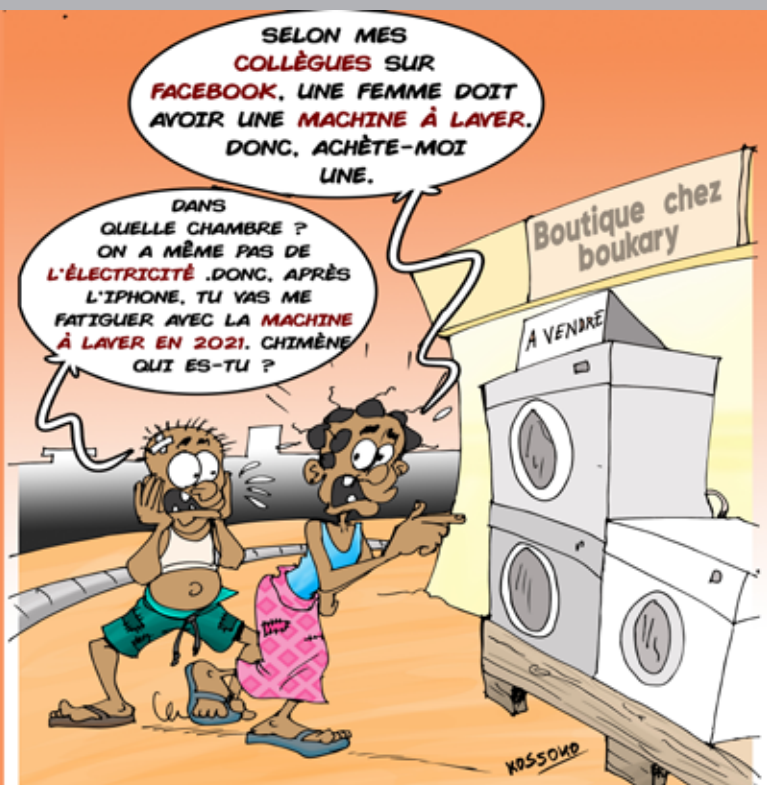
Point de doute, les ambitions de Léonard Dossou, le promoteur du journal sont bien connues. C'est d'abord de préserver les acquis en maintenant le pari de la parution régulière dans un espace médiatique béninois qui s'atrophie. Car, très peu de quotidiens aujourd'hui paraissent 5 jours/5. C'est de toujours veiller à ce que le contenu informationnel soit dense et alléchant. Mais en plus c'est de poursuivre l'extension du journal dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Ces défis de l'heure, sont bien à la portée du journal qui en 10 ans s'est illustré agréablement sur le continent. En 10 Ans d'existence, L'économiste du Bénin a été remarqué sur le plan national et international. A titre illustratif, on peut citer : Lauréat au PME Awards du Salon d'Affaires et de partage des Banques et PME de l'UEMOA, en novembre 2020 ; dans la catégorie « Manager PME » ; la distinction en novembre 2021 du Directeur Général, Léonard DOSSOU parmi les personnalités ayant transformé l'économie africaine par Financial Afrik Awards. L'élection du Directeur Général comme Coordonnateur de la Plateforme des Médias de l'UEMOA en 2021.

En 10 ans d'existence, le journal a bâti son ancrage institutionnel pour avoir une audience au sein des institutions étatiques du Bénin, des Agences du Système des Nations-Unies, des représentations diplomatiques et consulaires accréditées au Bénin. Le journal entretient d'excellentes relations de collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales ainsi que leurs structures techniques déconcentrées telles que l'UEMOA, la CEDEAO, la BCEAO, la BOAD, la BAD. Beaucoup d'autres structures régionales telles que BRVM, FAPEF, FAGACE, CREPMF coopèrent avec L'économiste du Bénin, de même que les institutions de Bretton Woods : FMI et Banque Mondiale. L'économiste du Bénin collabore aussi avec les assurances, les Banques, les partenaires sociaux, le Patronat et plusieurs autres structures publiques, parapubliques ou privées dont les activités concourent au développement et au bien-être des populations.

C'est donc fort de ce capital de confiance que L'économiste du Bénin aborde la nouvelle décennie de sa maturité qui augure encore des lendemains meilleurs pour une lecture de L'économiste en support papier et en version électronique.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Uemoa : La monnaie électronique a le vent en poupe, les fraudes aussi

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) a publié son rapport semestriel de surveillance des moyens et services de paiement à fin décembre 2021. Le document révèle une hausse en valeur des opérations de monnaie électronique, mais également des fraudes dont le montant aura presque quadruplé sur un an. Selon le rapport de 12 pages, le nombre d'opérations de monnaie électronique durant le second semestre 2021 est ressorti à 2,97 milliards évalué à 35.649,93 milliards de F CFA contre 2,42 milliards représentant une valeur de 25.465,57 milliards de F CFA le semestre précédent.

Fin de mission au Bénin

Le FMI note un rebond dans l'agriculture et au Port

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Constant Lonkeng, a organisé une mission de travail à Cotonou du 19 au 23 septembre 2022 pour évaluer l'évolution récente de l'économie, discuter du budget rectificatif de 2022 et apprécier les progrès accomplis dans le cadre des engagements pris au titre du programme soutenu par le FMI. Au terme de la visite de travail, une déclaration a été faite par le chef de file de la mission.

• Falco VIGNON

Les acquis du Bénin en matière de gestion des finances publiques offrent une marge de manœuvre politique indispensable pour faire face aux défis liés à un environnement économique mondial très incertain, aux retombées négatives des risques sécuritaires régionaux et aux séquelles de la COVID-19. Les autorités sont en train de finaliser, en vue de sa soumission au Parlement, un budget rectificatif pour 2022, conformément au nouveau programme MEDC/FEC appuyé par le Fonds. Le budget rectificatif marquera une pause dans le resserrement budgétaire initialement envisagé dans la loi de finances 2022 lors de son adoption il y a un an. Il vise à augmenter les dépenses sociales et celles liées à la sécurité ». C'est l'une des déclarations de Constant Lonkeng à l'issue de la mission de travail du FMI à Cotonou du 19 au 23 septembre 2022.

Le chef de file de la mission du FMI a aussi fait savoir :



• La DG du FMI, Kristalina Georgieva

"Bien que l'incertitude reste élevée, la reprise économique est en cours, soutenue par un rebond de l'agriculture et une expansion continue de l'activité portuaire, bien qu'à un rythme moins élevé qu'avant la guerre en Ukraine. L'inflation est plus basse qu'anticipé du fait qu'une bonne saison agricole et la mise en place des mesures de

soutien aux populations par le gouvernement à la suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont partiellement compensé les pressions exercées par les prix des denrées alimentaires importées". Néanmoins, la hausse soutenue des prix de certains produits de consommation essentiels pour les ménages vulnérables exacerbe les risques

d'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, la mission a réitéré la nécessité de s'orienter vers des mesures plus ciblées et efficaces dans la riposte nationale aux effets de la guerre en Ukraine.

"La mission a évalué les progrès accomplis par le Bénin dans le cadre des engagements pris au titre du nouveau programme

MEDC/FEC, notamment la mise en place d'un registre social qui permettra au gouvernement d'atteindre les couches vulnérables de la population en cas de difficultés, l'adoption de la législation sur les bénéficiaires effectifs dans les marchés publics, et la mise en œuvre du plan d'action des autorités pour le renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'équipe retournera à Cotonou plus tard cette année pour la première revue de programme".

Selon le communiqué final, "La mission a rencontré le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances M. Wadagni, le conseiller spécial du président M. Dagnon, le ministre des affaires sociales et de la microfinance Mme Tognifodé, le secrétaire général adjoint de la présidence et porte-parole du gouvernement M. Houngbédji, le directeur national de la BCEAO pour le Bénin M. Assilamehoo, d'autres hauts fonctionnaires. L'équipe

a également rencontré des syndicats, les investisseurs, la société civile, l'opposition et des représentants de la communauté des donateurs.

Il faut préciser que les opinions exprimées dans cette déclaration sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration. La présente mission ne fera pas l'objet de délibérations au sein du conseil d'administration.

Pour rappel, le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 8 juillet 2022, un nouvel accord mixte MEDC/FEC pour le Bénin dans le cadre de la politique applicable à l'exposition au crédit combiné élevé (ECCE) d'un montant de 638 millions de dollars (équivalent à 391 % de la quote-part) (voir le communiqué de presse N° 22/252), pour aider à répondre aux besoins de financement urgents et soutenir le Plan National de Développement du pays (PND ; 2018-25) centré sur la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Développement agricole au Bénin

Le MAEP équipe les producteurs de manioc et de maïs du Plateau

Poursuivant la dynamique de la sécurité alimentaire, le gouvernement a procédé, vendredi 23 septembre 2022 à Pobè, à la remise d'équipements agricoles aux multiplicateurs de boutures de manioc et aux coopératives de producteurs de maïs du Pôle de Développement agricole du Plateau (PDA 6).

• Sylvestre TCHOMAKOU

Produits de grande consommation au Bénin, le manioc et le maïs sont au centre des actions du gouvernement béninois en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire. 6 tricyles, 14 pousse-pousse, 200 machettes et 200 houes, ce sont entre autres les équipements offerts aux multiplicateurs de boutures de manioc. Pour les producteurs de maïs, il s'agit de 16 égreneuses vanneuses de maïs. Le tout, pour un coût total de 50 millions de francs CFA. Ce don qui intervient dans un contexte de promotion de la diversification agricole s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'Agence Territoriale de Développement Agricole-Plateau

(ATDA 6). Procédant à la remise de ces équipements, la Directrice Générale du pôle 6, Gladys Tossou Lokossou, dans son allocution, a fait savoir que c'est un accompagnement nécessaire car la production du maïs et du manioc dans le Pôle de Développement Agricole du Plateau (PDA 6) tient une place importante dans la production nationale. Saisissant l'occasion, elle a salué la bonne organisation et l'engagement de ces acteurs dans leurs activités de production. C'est alors que va intervenir le Directeur Adjoint de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, et aussi Président du Conseil d'Administration de l'ATDA du pôle 6. « Depuis l'avènement de l'ATDA du pôle 6, on assiste à une montée en puissance des



• Remise de lots aux bénéficiaires

actions de l'Agence afin de booster la production agricole dans ledit pôle et de s'assurer que les objectifs du Gouvernement en matière de promotion des filières et de développement des territoires soient réalisés et produisent des résultats, effets et impacts visibles », a fait savoir Abdoulaye Toko. Il poursuit en

indiquant que tous les ans, ce sont plusieurs matériels et équipements agricoles qui sont mis à disposition des producteurs du département du Plateau afin de leur permettre d'accroître la production et la productivité et constituer des réserves de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des communautés locales et sur

l'ensemble du pays ; d'autant que les producteurs des filières maïs et manioc occupent des places de choix sur l'échiquier national. La remise de ces équipements, a insisté le DAC/MAEP, traduit aussi la volonté du Gouvernement de mécaniser davantage les opérations culturelles, faciliter le travail sur le terrain, réduire la

pénibilité pour l'atteinte des objectifs de la promotion des filières agricoles prioritaires du pôle. Heureux de l'accompagnement, les bénéficiaires, par la voix de Epiphane Fagbohoun, ont, tout en disant leur reconnaissance au gouvernement, promis d'en faire bon usage pour promouvoir leurs activités agricoles.



Célébration de ses 10 ans d'activités

Remise d'attestation aux journalistes formés par L'économiste du Bénin

Au lendemain de la célébration de ses 10 ans, le quotidien L'économiste du Bénin a procédé, jeudi 22 septembre 2022 à son siège, à la remise d'attestation aux journalistes ayant participé aux deux (02) jours de formation organisée les 12 et 13 septembre.

● S.T.

Après la tenue de la formation initiée par le journal L'économiste du Bénin sur le lexique du journaliste économique et bien d'autres thèmes, à l'occasion de son jubilé d'étain, place a été faite à la remise d'actes de reconnaissance à la vingtaine de journalistes formés. A l'occasion de la remise d'attestation qui s'est déroulée hier 22 septembre au siège du premier quotidien économique



● Léonard DOSSOU, DG de L'économiste du Bénin remettant l'Attestation à Léonce ADJÉVI du journal Le Matinal

du Bénin, le Directeur général de L'économiste, Léonard Dossou a adressé sa reconnaissance aux 25 journalistes sélectionnés ainsi qu'aux formateurs pour avoir contribué, de leur position respective, à la réalisation des deux jours de formation. Se convaincant de l'importance de la formation pour tout acteur, chose importante pour le progrès personnel et professionnel, « la formation et l'information sont nécessaires pour tout un chacun d'entre nous. Je vous consi-

dère désormais comme les ambassadeurs de L'économiste. Où que vous soyez, quoique vous fassiez, sachez que L'économiste est votre quotidien partenaire », va-t-il faire savoir. Pour rappel, quatre (04) thèmes ont meublé ces deux jours de formation. Il s'agit entre autres de : « Les enjeux du journalisme contemporain » ; les « Techniques d'investigation journalistique » ; « Détection et déconstruction des Fake news à l'ère du numérique » ; et « Analyse du Discours des grands hommes ».



● Stéphanie HAZOUME recevant son Attestation de Mr Jean Claude KOUAGOU



● Photo de famille des participants

Lutte contre le réchauffement climatique en Afrique

La Chaire UNESCO DPHD réfléchit à l'implémentation des mesures REED+

La chaire UNESCO DPHD, en collaboration avec l'Union Européenne au Bénin a organisé un colloque de validation de l'étude sur l'implémentation des mesures REED+ dans la Lutte Contre le réchauffement Climatique en Afrique. Ledit colloque s'est tenu le samedi 24 septembre 2022 sur le campus d'Abomey-Calavi. Enseignants, chercheurs et des étudiants y ont pris part.

● Falco VIGNON

Implémentation des Mesures REED+ dans la Lutte Contre le réchauffement Climatique en Afrique ». C'est le thème de ce colloque qui a réuni les membres de la chaire UNESCO, des enseignants de l'Université d'Abomey-Calavi et de Parakou. Ce colloque vise à réfléchir et éclairer les citoyens béninois sur les mesures REED+ notamment dans la lutte contre le réchauffement climatique en Afrique. A l'occasion, Dr Gaudens DJIHOUESSI a fait une présentation du document de problématique de l'étude intitulé "Contexte et justification, objectif, intérêt, méthodologie, ligne d'analyse et difficultés rencontrées. Durant

cette communication", il a décliné les résultats obtenus, ce qui a permis de mieux éclairer les auditeurs à comprendre davantage le thème. Landry B. BONOU a mis l'accent sur "l'adoption des stratégies de mise en œuvre des mesures REED+ en Afrique, ce qui a permis de mieux éclairer les auditeurs sur certaines pistes d'intervention. Pour renchéir, Dr DJIHOUESSI est intervenu sur "l'implication de la mise en œuvre des mesures REED+ en Afrique, tout en présentant de manière détaillée les impacts de ces résultats. Eu égard à tout cela, Dr Patrick OKIOH a initié des échanges tout en faisant ressortir l'essentiel à noter aux participants. Quelques interrogations venant des auditeurs à l'endroit des



● Présidium du colloque

communicateurs sur des points d'ombre ainsi que des suggestions ont permis d'enrichir les discussions. Pour finir, le titulaire de la chaire UNESCO DPHD a salué la mobilisation de l'auditoire qu'il a remercié de sa participation et

contribution aux discussions. Il a promis prendre les contributions en compte pour améliorer la qualité du document. Il faut noter que REED+ est un mécanisme international encadré par des négociations internationales sur le changement cli-

matique afin d'encourager les pays en voie de développement qui protègent et restaurent leurs stocks de carbone forestier. REED+ s'appuie sur des approches politiques et un système de mesure d'incitation positive pour réduire les émissions

provenant de la déforestation et de la dégradation (REDD) et pour aider à la conservation des stocks de carbone forestier, à la gestion forestier durable et à l'accroissement des stocks de carbone forestier dans les pays en voie de développement.

Dérèglement climatique sur le G5 Sahel

Un rapport de la Banque Mondiale chiffre les dommages considérables

Si rien n'est fait pour adapter les économies au changement climatique, le PIB des cinq pays de la région pourrait enregistrer une baisse allant jusqu'à 11,7 % d'ici 2050, rien qu'en raison d'une pénurie d'eau liée au dérèglement climatique.

Les besoins en financements des pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina, Tchad, Mauritanie) pour l'adaptation au changement climatique d'ici 2030 se chiffrent à 33 milliards de dollars, selon un rapport publié en juin dernier par la Banque mondiale. Intitulée « Région du G5 Sahel-Rapport national sur le climat et le développement », l'étude évalue également les besoins en financements nécessaires à l'atténuation des effets du réchauffement climatique dans la région au cours des huit prochaines années à près de 50 milliards de dollars. Ces estimations se basent sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, actualisées lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) qui s'est tenue à



Glasgow en novembre 2021. La Banque mondiale souligne, dans ce cadre, que les coûts de l'inaction sont bien plus élevés que ceux de l'action. D'autant plus que le Sahel est l'une des régions les plus vulnérables au monde aux sécheresses extrêmes, aux inondations, aux vagues de chaleur et autres

phénomènes extrêmes liés au changement climatique. Trois des pays du G5 Sahel, en l'occurrence le Tchad, le Niger et le Mali, figurent en effet parmi les sept pays les plus vulnérables du monde au dérèglement climatique. La région ne contribue que de façon marginale au réchauffement climatique (moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre), mais

elle risque d'en payer le prix fort. Le Sahel a été identifié comme l'un des points de basculement de la planète si la température moyenne à la surface du globe augmente de 3° C par rapport aux niveaux préindustriels. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la plupart des scénarios climatiques montrent que les températures au Sahel augmenteront d'au moins 2° C à court terme (2021-2040).

Améliorer la gouvernance de l'eau

L'impact économique de ces scénarios est colossal. Le PIB des pays du G5 Sahel pourrait enregistrer une baisse allant jusqu'à 11,7 % d'ici 2050, rien qu'en raison d'une pénurie d'eau liée au changement climatique. Le taux de pauvreté devrait

augmenter pour atteindre 34% à l'échelle régionale dans le scénario d'un faible niveau de précipitation. Cela signifie que 13,5 millions de personnes supplémentaires basculeront dans la pauvreté.

Pour éviter ce scénario cauchemardesque, la Banque mondiale recommande aux Etats de la région d'accroître leurs capacités institutionnelles en matière de lutte contre le changement climatique et de mobiliser des financements supplémentaires auprès de sources internationales, privées, non gouvernementales et nationales tout en utilisant de manière plus efficace leurs ressources financières existantes. Les pays du G5 Sahel devraient d'autre part améliorer la gouvernance de l'eau en formalisant un cadre politique pour la gestion intégrée des res-

sources en eau, accélérer la transformation structurelle de leurs économies, et réaliser le potentiel du dividende démographique en renforçant le capital humain et en s'attaquant aux facteurs de fragilité et de conflits. La Banque mondiale rappelle par ailleurs l'importance d'une croissance économique « rapide, résiliente et inclusive » comme « meilleure forme d'adaptation » au changement climatique. « Plus un pays et ses citoyens sont prospères, plus le gouvernement, les entreprises et les ménages disposent de ressources pour investir dans les technologies d'adaptation au changement climatique », suggère l'institution, qui appelle à la constitution de plus importantes réserves stratégiques de céréales et à la mise en place de régimes d'assurance récolte et bétail.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Crise énergétique

Les Emirats vont fournir à l'Allemagne du gaz liquéfié et du gazole

Direction le Proche Orient. Les Emirats arabes unis et l'Allemagne ont signé dimanche à l'occasion d'une visite du chancelier allemand Olaf Scholz à Abou Dhabi, un accord prévoyant la fourniture en 2022 et 2023 de gaz liquéfié et de diesel de ce pays du Golfe à Berlin. Le dirigeant allemand effectue depuis samedi une tournée dans des pays du Golfe pour nouer des partenariats énergétiques dans l'espoir de remplacer les approvisionnements russes et atténuer la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine. Mohammed ben Zayed Al-Nahyane, le président émirati, a ensuite déclaré sur Twitter qu'il s'était également entretenu avec Olaf Scholz « d'autres opportunités de coopération dans des domaines tels que la sécurité énergétique, la réduction des émissions et l'action climatique ».

Un terminal flottant d'importation de GNL en construction en Allemagne. L'accord signé dimanche prévoit l'exportation d'une cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Allemagne à la fin de 2022, puis la fourniture de quantités supplémentaires en



2023. L'agence Wam fait état d'une livraison directe de diesel réalisée en septembre et d'un accord pour fournir jusqu'à 250.000 tonnes par mois de diesel pour 2023. En vertu de cet accord, les Emirats arabes unis fourniront « une cargaison de GNL qui sera livrée fin 2022 et utilisée pour la mise en service du terminal flottant d'importation de GNL de l'Allemagne à Brunsbüttel », un port de la mer du Nord. La société pétrolière publique émiratie ADNOC a effectué sa toute première livraison directe de diesel à l'Allemagne en septembre, et « fournira jusqu'à 250.000 tonnes de diesel par mois en 2023 », selon la même source.

L'Allemagne veut diversifier ses fournisseurs en énergie fossile

Le dirigeant allemand avait déclaré auparavant que son

pays était déterminé à ne plus jamais dépendre d'un seul fournisseur d'énergie. « Avec les investissements que nous réalisons en Allemagne et qui se concrétiseront progressivement l'année prochaine, nous disposerons en effet d'une infrastructure d'importation de gaz qui fera que nous ne dépendrons plus directement d'un fournisseur spécifique à l'autre bout du pipeline », a ajouté le chancelier allemand.

NOTRE DOSSIER SUR L'UKRAINE

« Nous devons faire en sorte que la production de gaz liquéfié dans le monde soit suffisamment avancée pour que la forte demande puisse être satisfaite sans avoir à nous rabattre sur les capacités de production en Russie utilisées jusqu'à présent », a déclaré Olaf Scholz.

20 MINUTES

Guerre en Ukraine

Le coût pour Kiev estimé à environ 1.000 milliards de dollars

Alors que la Russie mobilise de nouveaux combattants et que le conflit dure depuis sept mois, l'Ukraine vient de sortir sa calculatrice pour évaluer l'impact du conflit sur son économie. Le coût pour l'Ukraine de l'invasion russe, déclenchée le 24 février dernier, est estimé à près de 1.000 milliards de dollars ; a déclaré jeudi à Berlin Oleg Ustenko, un conseiller de Volodymyr Zelensky.

Environ « cinq PIB annuels »

« Dans les premiers jours de l'agression, les Russes ont détruit pour 100 milliards de dollars de nos actifs », a indiqué le conseiller économique du président ukrainien lors d'une conférence organisée par le Conseil allemand des affaires internationales. « Ce montant est désormais bien plus élevé que cela. Nous parlons de coûts directs et indirects que nous avons déjà subis en Ukraine de près de 1.000 milliards de dollars », a-t-il estimé, soit l'équivalent

d'environ « cinq PIB annuels ». Pour l'année en cours, les autorités ukrainiennes « s'attendent à une baisse importante de notre PIB », estimée « entre 35 et 40 %, soit la plus forte baisse de notre PIB depuis 1991 » ; a également déploré Oleg Ustenko.

Pas de rentrée fiscale durant la guerre

Le déficit budgétaire se creuserait ainsi, selon ce conseiller de Volodymyr Zelensky, d'« environ 5 milliards d'euros par mois ». « Ainsi, au lieu d'avoir 7 milliards (de déficit) sur toute l'année, nous gérons 5 milliards par mois », a-t-il regretté. En 2023, le déficit pourrait atteindre 40 milliards de dollars, a précisé le conseiller. Outre les dégâts et le coût de la résistance militaire à l'invasion russe, Kiev ne peut plus non plus compter sur des rentrées fiscales. « Evidemment, lorsque vous êtes dans ce genre de circonstances, c'est un gros problème pour le financement public que de savoir comment vous pouvez

être en mesure de collecter et de recevoir les revenus pour le budget de l'Etat », a-t-il expliqué.

La reconstruction du pays estimée à 350 milliards d'euros. Certaines entreprises ont ainsi été « détruites par les Russes, ou ne fonctionnent pas toute la journée ou ne fonctionnent pas à pleine capacité », a détaillé Oleg Ustenko. « Donc, fondamentalement, cela signifie que le budget va recevoir à coup sûr beaucoup moins par rapport à ce qui était initialement prévu ». L'Ukraine a demandé en août dernier au FMI un nouveau programme d'aide censé s'inscrire dans un effort international plus large porté notamment par les Etats-Unis et l'UE. La Banque mondiale avait estimé le 9 septembre le coût de la seule reconstruction à près de 350 milliards d'euros, précisant qu'il devrait « augmenter encore dans les prochains mois alors que la guerre se poursuit ».

20 minutes

Mise en œuvre de son PND 2021-2025

Le Nigeria prévoit 693 milliards \$ d'investissements du secteur privé

Les autorités nigérianes veulent faire sortir 100 millions de Nigériens de la pauvreté, d'ici les dix années à venir. Pour ce faire, elles ont élaboré des stratégies visant à développer l'économie du pays. Pour le président Buhari, un soutien du secteur privé est nécessaire à la réussite du projet. Le gouvernement nigérian s'attend à une contribution de près de 693,4 milliards de dollars du secteur privé pour la mise en œuvre de son Plan national de développement (PND 2021-2025). L'information a été rendue publique par le président nigérian, Muhammadu Buhari, lors du Forum international de partenariat économique du Nigeria, le jeudi 22 septembre, en marge de la 77e Assemblée générale des Nations unies à New York. Sur un besoin d'investissement d'environ 808,9 milliards de dollars, le gouvernement fédéral ambitionne de faire participer le secteur privé à hauteur de 85,7%. Les 14,3% restants, soit un peu plus de 115,5 milliards de dollars, seront assurés par le Nigeria, à raison de 68,8 milliards \$ (soit 8,5% de ce budget) à la charge de l'Etat fédéral et 46,7 milliards de dollars (5,8%) assurés par les Etats fédérés. « La réussite de la mise en œuvre de ce plan dépendra donc fortement de partenariats solides entre le secteur privé et le secteur public, tant à l'intérieur qu'avec les partenaires de développement à l'extérieur du Nigeria », a affirmé le chef de l'Etat nigérian. Lancé le 22 décembre dernier, le PND 2021-2025 prévoit la réalisation d'infrastructures majeures et d'autres projets de développement, à travers le Nigeria. Ce nouveau programme vient en remplacement du Plan de relance et de croissance économiques (ERGP 2017-2020). Selon le gouvernement, l'ERGP 2017-2020 a permis au pays de sortir de la récession économique en 2017, et a maintenu une croissance modeste jusqu'à l'avènement de la covid-19.

Notons que grâce à ce programme, les autorités espèrent générer 21 millions d'emplois à temps plein et sortir 35 millions de personnes de la pauvreté, d'ici 2025. Sur le long terme, le gouvernement entend sortir 100 millions de Nigériens de la pauvreté en 10 ans.



Kenya

Kakuzi s'appête à envoyer sa seconde cargaison d'avocats vers la Chine



À travers le monde, l'avocat est l'un des marchés fruitiers les plus dynamiques. De l'Amérique à l'Afrique, le secteur privé est à l'affût des meilleures opportunités commerciales à l'export. Au Kenya, l'entreprise horticole Kakuzi envisage d'expédier prochainement sa seconde cargaison d'avocats vers le marché chinois. L'annonce a été faite par son directeur général

Christopher Flowers, le lundi 20 septembre. Cette démarche fait suite au feu vert obtenu par l'entreprise auprès du Service d'inspection phytosanitaire (KEPHIS) qui a effectué un précontrôle de la marchandise. Selon le responsable, plusieurs conteneurs de 20 pieds chargés de la variété Hass devraient quitter le port de Mombasa d'ici la fin de cette semaine pour un voyage de près de 30 jours vers l'empire du Milieu. Avec cette nouvelle expédition, la compagnie qui dit avoir désormais un carnet de commandes plein, entend renforcer sa présence sur le marché chinois. Si elle représente l'une des 15 entreprises approuvées en juillet dernier par les autorités du pays asiatique, Kakuzi a été en effet la plus proactive, expédiant ses premiers avocats frais en août dernier à Shanghai et devenant ainsi le premier acteur africain sur ce segment. « Avec notre production additionnelle, nous pouvons envoyer chaque semaine au moins un conteneur vers la Chine pendant les deux prochains mois même si la saison s'achève », indique M. Flowers. La compagnie a vu sur le premier semestre s'achevant le 30 juin dernier, son chiffre d'affaires franchir pour la première fois la barre des 1 milliard de shillings (8,3 millions \$) contre 888,95 millions de shillings un an plus tôt (7,3 millions \$). Dans le même temps, son profit après impôts a bondi de 75 % à 341,3 millions de shillings (2,8

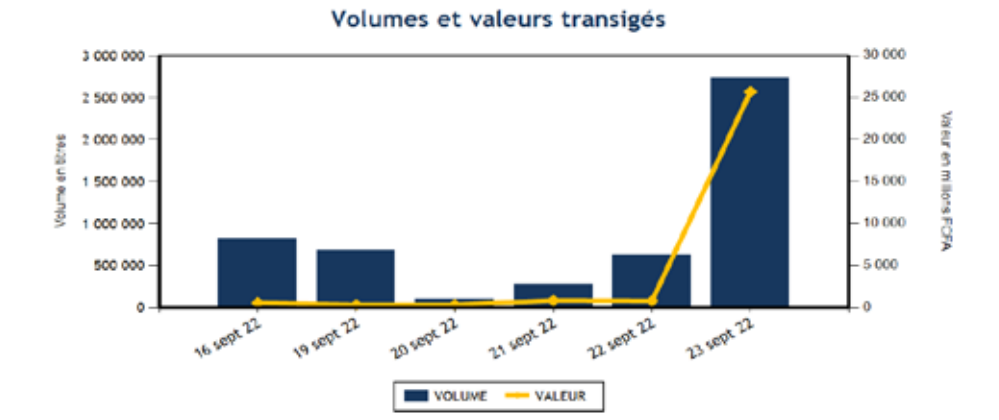
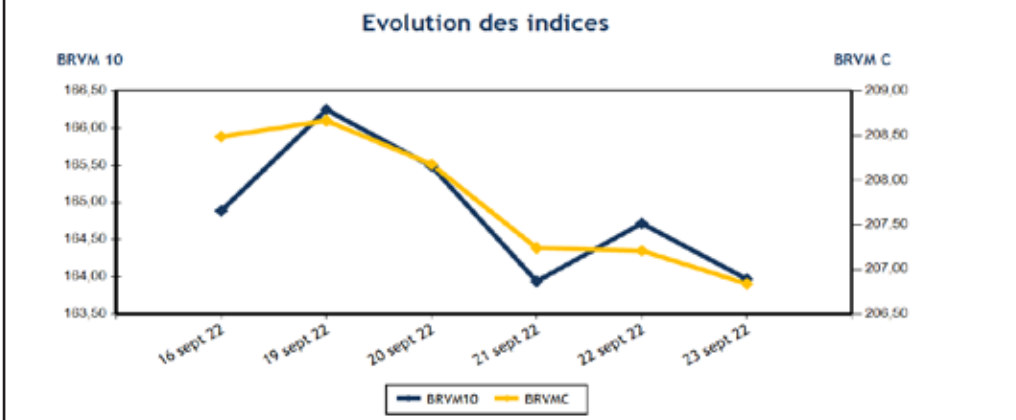
Côte d'Ivoire

Le gouvernement et les acteurs télécoms s'accordent pour améliorer la qualité des services

Les ambitions de transformation numérique de la Côte d'Ivoire sont ralenties par la mauvaise qualité des services de télécommunications fournis dans le pays. Le régulateur continue de recevoir de nombreuses plaintes de consommateurs concernant la qualité des services fournis. Le gouvernement et les parties prenantes du secteur des télécommunications de la Côte d'Ivoire se sont accordés pour améliorer la qualité des services fournis aux populations. C'était à l'occasion d'une séance de travail organisée par Amadou Coulibaly (photo, au centre), ministre de la Communication et de l'Économie numérique, le mercredi 21 septembre. Lors de la réunion, les participants ont établi un diagnostic qui a permis d'identifier les causes de la mauvaise qualité des services télécoms dans le pays. Selon M. Coulibaly, « il s'agit, entre autres, des causes endogènes qui sont de la responsabilité des opérateurs, et celles exogènes, qui s'imposent d'une certaine façon aux opérateurs ». Cette dernière catégorie comprend les aléas climatiques, les chantiers de voirie, les opérations immobilières, ainsi que la crise énergétique que connaît le pays. À la faveur des échanges, des approches de solutions ont été trouvées. Il s'agit notamment de la réactivation d'un groupe de travail mis en place en mai 2019, ainsi que le renforcement de l'action de l'Autorité de régulation des télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI). « Des instructions ont été données afin que d'ici la fin de l'année, l'ARTCI prennent des dispositions avec l'implication des différents opérateurs pour l'amélioration de la qualité de service », a déclaré Namahoua Touré, directrice générale de l'ARTCI. Rappelons que l'organisation de cette séance de travail fait suite aux nombreuses plaintes des abonnés relatives à la mauvaise qualité des services de téléphonie mobile.

Ecofin du 23 Septembre 2022

BRVM 10	163,97		BRVM Composite	206,84
Variation Jour	↓ -0,46 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE		
Variation annuelle	↑ 6,81 %	N° 183 vendredi 23 septembre 2022 Site : www.brvm.org		
			Variation Jour	↓ -0,18 %
			Variation annuelle	↑ 2,25 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 226 390 784 918	-0,18 %
Volume échangé (Actions & Droits)	203 464	-67,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	409 033 806	-42,52 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	10	0,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	17	-5,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 283 457 308 350	0,01 %
Volume échangé	2 535 760	25 367,11 %
Valeur transigée (FCFA)	25 298 906 788	25 807,54 %
Nombre de titres transigés	15	66,67 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	13	62,50 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	795	7,43 %	-6,47 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	800	7,38 %	-10,61 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	745	5,67 %	-2,61 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 975	1,99 %	-14,52 %
SOGB CI (SOGC)	6 100	1,75 %	22,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	830	-7,26 %	-30,25 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 050	-5,41 %	9,38 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 420	-3,20 %	2,98 %
PALM CI (PALC)	10 500	-2,37 %	50,21 %
SETAO CI (STAC)	1 370	-2,14 %	87,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	106,06	-0,08 %	-3,68 %	8 254	13 208 980	26,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,22	-0,05 %	6,10 %	7 813	51 908 940	9,57
BRVM - FINANCES	15	78,42	0,20 %	1,67 %	146 597	112 831 586	7,53
BRVM - TRANSPORT	2	449,10	0,00 %	-27,81 %	73	134 685	7,20
BRVM - AGRICULTURE	5	299,59	-0,62 %	23,13 %	27 520	205 210 660	5,81
BRVM - DISTRIBUTION	7	373,17	-2,28 %	-8,41 %	13 060	25 537 115	27,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 690,42	-2,14 %	87,67 %	147	201 840	16,45
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,11	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,57	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	104	
Volume moyen annuel par séance	1 065 543,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 656 364 329,69	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	32,51	
Ratio moyen de satisfaction	43,23	
Ratio moyen de tendance	132,98	
Ratio moyen de couverture	75,20	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,43	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI - BENIN

Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE

Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgjifs@biic-financialservices.com

18^{ème} Edition du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin

Un évènement majeur de promotion du secteur privé

Le 05 novembre 2022, le Bénin à l'instar du Sénégal, du Togo, du Burkina Faso, du Gabon et de plusieurs autres pays de l'Afrique, abritera un évènement de dimension internationale, **LE GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU BENIN**.

Evènement majeur de promotion des entreprises et des investissements en Afrique, LE GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES, initiative du Cabinet international ECO FINANCE ENTREPRISES, vise à récompenser les meilleures entreprises africaines, les plus performantes, les plus dynamiques et les plus innovantes, sur la base des critères liés à l'expertise de l'entreprise, l'innovation, la capacité de pénétration du marché et l'impact de l'activité sur l'économie.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est impérieux de révéler et de libérer le potentiel économique des entrepreneurs et innovateurs du continent, qui créent des millions d'emplois et impactent la croissance économique sur tout le continent. L'une des principales missions du Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES, étant de contribuer à la promotion des entreprises et des investissements en Afrique, la



cérémonie de Gala des 100 Entreprises les plus Dynamiques du Bénin se présente comme une vitrine internationale de mise en lumière des entreprises qui créent de la richesse, font tourner l'économie et contribuent à la promotion des investissements au Bénin. Le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES joue pleinement sa partition pour contribuer efficacement à l'atteinte des objec-

tifs de croissance économique et de développement du gouvernement béninois. Placée sous la présidence de son Excellence, Monsieur Abdoulaye BIO TCHANE, Ministre d'Etat chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, cette 18ème édition qui se déroulera au BENIN ROYAL HOTEL de Cotonou, mettra en lumière les entreprises béninoises qui brillent de

par leur expertise et innovation, ainsi que les actions du gouvernement béninois, qui à travers la mise en œuvre des Plans d'Actions du Gouvernement (PAG), mettent en place un environnement favorable pour l'amélioration du climat des affaires et la politique de promotion des investissements. En effet, la vision de son Excellence Patrice TALON, impacte considérablement les performances et

la reconnaissance du savoir-faire béninois, en ce sens que les réformes entreprises permettent aujourd'hui au Bénin de rayonner en termes d'attractivité et d'accompagnement des activités économiques.

A travers cet évènement d'envergure, les entreprises seront célébrées et mises sous le feu des projecteurs, avec une visibilité internationale contribuant à mieux révéler au monde le Bénin, terre d'opportunités et à l'imposer comme une destination de choix de la sous-région ouest africaine pour les investisseurs. Ce gala contribuera aussi à accompagner le gouvernement béninois pour mieux révéler les réalisations à travers les actions concrètes des PAG 1 et 2 en matière d'amélioration du climat des affaires et la promotion des investissements au Bénin.

L'évènement impacte à n'en point douter positivement les entreprises, par une mise en valeur de leurs performances et de leurs innovations au plan national et international et présente les

pays africains comme des terres attractives regorgeant de véritables potentialités.

Il faut le rappeler, l'organisation, du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques par ECO FINANCE ENTREPRISES, dans les différents pays africains, représente aujourd'hui un véritable apport à la visibilité et au rayonnement des entreprises et constitue un véritable tremplin pour la promotion des entreprises béninoises et la promotion des investissements. L'évènement a déjà été organisé avec succès dans huit pays africains à travers 17 éditions.

Il sera retransmis en direct sur la chaîne nationale ORTB et plusieurs autres télévisions en Afrique, et s'accompagnera d'une couverture médiatique sans précédent, à travers les chaînes du bouquet Canal Plus, pour une visibilité plus accrue de ces entreprises qui font tourner l'économie béninoise et par ricochet l'économie africaine.

Source externe



Campagne de sensibilisation dans des collèges de l'Ouémé

Les astuces de Véronique TOGNIFODE aux élèves pour prévenir les grossesses en milieu scolaire

Nous sommes en début d'année scolaire au Bénin. Une période propice aux attitudes peu recommandables des apprenants revenus fraîchement des vacances et qui pourraient compromettre le cours normal de l'année académique pour certains, voire l'avenir et la vie pour d'autres, plus particulièrement les filles.

Pour prévenir cet état de chose et donner aux apprenants les armes nécessaires pour éviter ces pièges, se concentrer sur leurs objectifs afin de performer pour mieux construire leur avenir, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance a relancé la campagne Agbazatché avec des échanges participatifs dans des lycées et collèges. Le démarrage pour cette campagne 2022 - 2023 s'est effectué ce Jeudi 22 Septembre 2022 dans trois collèges d'enseignement de l'Ouémé à savoir : le CEG Honvié, dans la commune d'Adjarra ; le CEG Dangbo et le CEG Akpadanou dans la commune d'Adjohoun avec la présence active de la Ministre Véronique TO-



GNIFODE.

Avec des centaines d'adolescent(e)s, la Ministre a échangé principalement sur la santé sexuelle et reproductive, l'intérêt du dialogue parents-enfants, l'estime de soi, les moyens de dénonciation des harcèlements sexuels etc...

De manière pédagogique, et en réponse aux préoccupa-

tions des apprenants exprimées sans tabou, la Ministre a démontré, les conséquences d'une sexualité irresponsable, notamment sur la scolarité des filles. Elle leur a expliqué comment la recherche de facilités sur les bancs en échange de faveurs sexuelles peut conduire l'élève dans des difficultés. Tout en les invitant à obser-

ver des attitudes responsables, la Ministre TOGNIFODE a rassuré les élèves que le Gouvernement a tout mis en place pour sécuriser leur cursus scolaire. Elle les a informés des dispositions légales prises par le Gouvernement pour renforcer la protection des filles contre toutes violences sexuelles, et réformer l'Institut National de la Femme pour renforcer cette lutte. Mieux, il y a plusieurs autres mesures prises pour accompagner les familles démunies afin d'éviter que la pauvreté soit un prétexte pour les filles de céder au marchandage de leur corps, qui n'est pas sans conséquence.

Le harcèlement en milieu scolaire, les viols, les mariages forcés et/ou précoces

sont dorénavant sévèrement punis et doivent être dénoncés, a conseillé la Ministre tout en insistant sur le fait que les filles, elles-mêmes doivent « prendre conscience de l'importance à accorder à leur formation; savoir ce qu'elles veulent et ne pas permettre à qui que ce soit de perturber leur destinée ». Madame Marie AKPO-TROSSOU, Préfet de l'Ouémé

est restée en compagnie de la Ministre durant tout le parcours pour inviter les élèves à suivre les conseils donnés. A chaque étape, les Maires et responsables des établissements ont salué la démarche du Ministère et ont souhaité qu'elle soit systématisée par le MASM pour les aider à réduire la naissance de certains fléaux sociaux encore présents dans leurs établissements.



HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Lion Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Vierge Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poissons

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdjì zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Climate Challenges

Benin on the Assault of Green Finance

Climate change and environmental degradation are now posing significant challenges and risks will be greater in the medium and long term. Faced with the urgency of action, Benin multiplies its chances to benefit from innovative solutions as well as the dynamics of financing from development institutions.

African countries account for less than 4 per cent of greenhouse gas emissions, but suffer the worst effects of climate change. Benin, like most African countries, is facing a double challenge: to boost economic growth after the COVID-19 pandemic, while giving priority to climate resilience and the transition to a green economy. While climate resilience is needed due to the upsurge in natural disasters, a just transition to a green economy is more urgent than ever for economic growth and the labour market. Droughts and floods are hitting the country harder and harder. In the current year, heavy rainfall had caused a rise in water levels in Benin and flooding in several cities in the country. The forecasting and warning unit updates its bulletin every day with alarming levels of water readings. Nearly a million people are threatened by floods. The water has risen in the river basins up to 9 meters, the peak recorded in Zagnanado. About 100 kilometres from Zagnanado, it has been reported that some 50 squares have been swept by the waters making many homeless. Planters have lost several hectares of their crops, several trails leading into the fields are inaccessible, swallowed up by the water. According to the Minister of the Interior, the alert can quickly turn red. The situation is not limited to these five municipalities and could extend to several others because of the rising waters in the river basins. The priorities for Benin therefore concern adaptation and mitigation of the effects of climate change.

Green and blue bonds to be issued

Benin's commitment on climate finance is focused on the Government's Programme of Action and the National Determined Contributions (NDCs) document.



The country is also one of the first to finalize its NDC document in 2017. These documents, updated after the re-election of President Talon in 2021 and the development of the Sustainable Development Goals (SDGs) framework for action, were of paramount importance. These instruments enabled Benin to be the first African country to issue international bonds dedicated to financing projects with a high impact on the achievement of the SDGs in July 2021. The issuance of international bonds dedicated to financing projects with a high impact on the achievement of the United Nations SDGs has made it possible to mobilize an amount of 328 billion CFA francs, with a repayment deadline set at 2035. According to the Minister of State for the Economy and Finance, Romuald Wadagni, the funds mobilized will be used exclusively to finance various social and environmental projects contributing to Benin's commitments to achieving the SDGs. In April 2022, the African Guarantee Fund for Small and Medium Enterprises (AGF) granted a portfolio guarantee line totalling 1.6 billion CFA francs to Ecobank Benin to support SMEs, female entrepreneurship and the green economy in Benin. In January 2021, the West African Development Bank (BOAD) launched the first sustain-

able development bond on the continent, known as the Green Bond. The operation raised EUR 750 million over a 12-year maturity at a very attractive rate of 2.75%, well below the market price. The resources raised are invested in projects with a high social and environmental impact, in line with the United Nations Sustainable Development Goals (SDGs). Priority sectors include agriculture and food security, renewable energy, basic infrastructure, health, education and social housing.

Challenges are Immense

At the 6th edition of the Green Finance Conference held in Cotonou, Jules Ngankam, Managing Director of the African Guarantee Fund Group, deplored great disparities. Every year, \$300 billion in green issues are issued around the world. Africa captures only 1% of them. "When you are a poor country and you have the pressure of its people to provide electricity, the temptation to have a plant that runs on heavy fuel oil is unfortunately strong. On the other hand, we cannot go from an investment cost of 750,000 to 2 million euros for a megawatt. It's more than double," says Romuald Wadagni on the same occasion. For him, financing is not easy to mobilise for a gas-fired power plant as part of the transition. Investment costs for the green transition

in Africa are high. Today, to produce a megawatt of electricity based on heavy fuel oil, the cost is about 750,000 euros. One million euros is needed for a gas-fired power station and 2 million euros for solar power. In Benin, the green economy encompasses activities in a variety of areas, from agri-food to energy, waste management, water, health and tourism. To meet the triple objectives of environmental, social and economic profitability, green actions require large investments or generate significant production costs. For example, renewable energies require significant upfront investments, although their operating costs are low, unlike fossil fuels. On the one hand, the private sector is called upon to finance climate-resilient projects in Africa. There are investment opportunities to be seized to create resilience. On the other hand, the difficulties of the green economy are linked to access to finance or high interest rate practices due to investors' reluctance to face high risks. In order to promote the profitability of investments in the green economy, financial efforts and a revision of development models are important. The financial and fiscal provisions that currently penalize the development of this economy can be transformed into favourable factors for the latter.

Opportunities for financing the green economy

Green activities create new markets and create jobs. The transition to a green economy, rather than simply maintaining the status quo or hindering public policies, could only improve economic growth. For example, several economic instruments have emerged, including the clean development mechanism and the carbon market resulting

from the Kyoto Protocol. The financial sector is essential to enable this transition because it can provide effective capital and risk-sharing mechanisms. Incorporating a just transition logic into financial sector operations can generate positive social and environmental outcomes, while minimizing and addressing potential negative consequences such as frozen assets, job losses and the decline of the local economy. Public financial institutions, sovereign wealth funds and development banks have begun to channel some of their investment in the green economy towards its development, although it is still modest. The African Agriculture and Trade Investment Fund (AATIF), one of the ILO's long-standing collaborations with impact investors, seeks to finance agricultural enterprises that are considering climate change adaptation and mitigation activities. As part of this commitment, AATIF recently updated its impact measurement framework to include an environmental dimension that contains climate change mitigation and adaptation indicators. Through technical assistance, AATIF supports its owned companies in understanding and managing climate risks in their activities. For example, AATIF helps financial institutions undertake a climate risk analysis of their loan portfolios to understand the potential impacts of climate change on their loan portfolios. The objective is to develop solutions to identify, adapt and mitigate potential risks, in line with the recommendations of the Working Group on Climate-Related Disclosures. In December 2021, the Bank launched the Just Transition Initiative, which is supported by the Climate Investment Funds. In this context, consultations will

be conducted with African stakeholders, with a view to building consensus on a practical definition of a just transition that can be effectively implemented. On the sidelines of the Africa Climate Week, Gareth Phillips, Head of Climate and Environment Finance at the African Development Bank, stressed the need to view the transition just from an African perspective and ensure that it is relevant to all Africans. "The African Development Bank will support Africa's contribution to the fight against climate change and to limiting global warming to a level well below 2 – and ideally – 1.5 degrees Celsius, so that it is fair and inclusive, and thus respond to the social, gender, economic and environmental concerns of the continent," he said to an audience of regional actors. The African Development Bank, in partnership with the Global Centre for Adaptation, aims to continue to fund climate adaptation and climate resilience to a very high level, providing up to \$25 billion by 2025, of which approximately \$12.5 billion is from the Bank's own resources. Given its level of financial commitment to climate in Africa, the Bank was selected to host the African regional office of the Global Centre for Adaptation. The AfDB has developed a wide range of financial instruments to enable investments in climate action. These are loans, partial risk and credit guarantees, green bonds, green credit lines to financial and technical institutions that support the private sector. The Bank also provides climate finance, including through the Sustainable Energy Fund for Africa (SEFA), a special multi-donor fund that provides catalytic financing to support private sector investments in renewable energy.

Strengthening Growth Potential

World Bank Allocates Over 100 Billion FCFA to Benin

The World Bank has approved \$150 million in financing from the International Development Association (IDA) for Benin, or more than CFAF 99.6 billion. It was on September 21, 2022 in Washington.

Assist the Government of Benin to strengthen the empowerment of women and girls, expand access to reliable and sustainable energy and improve fiscal and debt management. These are the objectives targeted by the World Bank which has just allocated a financing of 150 million dollars, the equivalent of 99.6 billion CFA francs to Benin. This, under the second development policy support operation intended to finance reforms to improve Benin's strong and inclusive growth potential, notably through the active participation of women in social and economic life. According to the Breton Woods Institution, these reforms will help girls to complete their secondary education, through life skills education,

and the State to remove barriers to access to sexual and reproductive health services as well as strengthen mechanisms to prevent gender-based violence. Strengthening the resilience of the electricity network, promoting a connection charge incentive policy and new texts likely to promote energy efficiency are planned. This funding is designed in line with the 2021-2026 CAP, and the National Development Plan (2020-2025), one of the key pillars of which is reducing fertility to take advantage of the demographic dividend, the World Bank explained in a press release. "It is also part of the Bank's partnership framework with Benin, whose areas of intervention are: the structural transformation of the economy for competitiveness

and productivity, the strengthening of human capital and support for resilience and reduction of vulnerability to climate change," she added. With this fund, Benin could also fine-tune its tax policy reform and effectively manage its debt. Head of Bank operations for Benin, Atou Seck said that "this financing will allow the country to scale up the reforms necessary for the structural transformation of the economy and the well-being of the populations". According to Benin, "Benin has made significant progress in empowering women and girls through courageous reforms undertaken by the government. These reforms undoubtedly release the energies of the millions of women and girls who could not participate actively in social and economic life.

"The country had also taken many initiatives in recent years for the advancement of women. Legislation and courts are being used, which has increased gender-based crimes known by the courts from 12.1 per cent in 2020 to 13.7 per cent in 2021. Clearly, the legal and legislative environment in place in Benin has enhanced the image of women. The energy sector is also making significant efforts with the establishment of an adequate institutional and regulatory framework for increasing private participation in the energy sector, in particular renewable energies and the adoption of the National Energy Management Policy. By the way, Romuald Wadagni, Minister of State, Minister of Economy and Finance justifies: "Structural reforms in the

energy sector will significantly increase access to electricity for the population, especially in rural areas, by making electricity distribution cheaper and more resilient to climate shocks. These reforms are necessary to improve the potential for higher and more inclusive growth, especially as they create the conditions for structuring private investment." For the Minister of State, this new support from the World Bank will support and strengthen Benin's progress towards a higher middle-income economy.

About IDA

Founded in 1960, the International Development Association (IDA) is the World Bank's institution that helps the world's poorest countries. This is done

through grants and loans at low or no interest rates to finance projects and programmes that stimulate economic growth, reduce poverty and improve the lives of the poorest. IDA is one of the largest sources of assistance for the world's 77 poorest countries, 39 of which are in Africa. The resources of the Association make it possible to positively impact the lives of 1.6 billion people in the various countries eligible for its assistance. Since 1960, IDA has supported development work in 112 countries. The annual volume of its commitments has been steadily increasing, averaging \$21 billion over the past three years. Africa alone accounted for about 61 per cent of that amount.

Phase pilote du volet formation du projet ARCH

Le Gouvernement avance vers la modernisation du secteur de la mécanique auto au Bénin

(Trois Ministres constatent le déroulement normal des sessions de remise à niveau à Lokossa)

Trois Ministres du Gouvernement ont effectué une descente au Centre de formation technique et professionnelle du garage municipal de Lokossa, le vendredi 23 Septembre 2022. Il s'agit de Madame Véronique TOGNIFODE des Affaires Sociales et de la Microfinance ; Monsieur Yves Kouaro CHABI en charge de l'Enseignement secondaire, de la formation technique et professionnelle et Monsieur Modeste KEREKOU, chargé de la Promotion de l'Emploi et des Petites et moyennes Entreprises.

Ils sont allés constater le déroulement d'une session de mise à niveau des mécaniciens garagistes bénéficiaires du volet Formation du projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH).

La descente des Ministres vise à s'enquérir des conditions du déroulement de cette formation qui concrétise la mise en œuvre de ce volet du projet ARCH et échanger avec les bénéficiaires sur la vision du Gouvernement à travers cette initiative.

A tour de rôle, chaque Ministre a pris la parole pour inviter les mécaniciens à faire preuve d'assiduité et de sérieux au cours de la formation afin de se rendre utile à leurs clients une fois partie de Lokossa. « Votre présence ici me réjouit, particulièrement et je voudrais vous demander, de formaliser vos garages pour pouvoir travailler avec de grandes

structures. Cela y va de l'intérêt de vos entreprises », a dit le Ministre KEREKOU. Il a été appuyé par son collègue CHABI en ces termes : « vous êtes une pépinière et à travers vous, le Gouvernement veut avoir dans tout le pays des mécaniciens professionnels de type nouveau capables de répondre aux besoins aussi bien du secteur public que du privé ».

La Ministre Véronique TOGNIFODE, dans son adresse, a rassuré les mécaniciens et à travers eux, tous les autres corps de métiers sur le fait que le projet ARCH est conçu pour assurer le bien-être social des populations, toutes catégories confondues, à travers plusieurs volets. Celui de la formation n'est qu'à sa phase pilote dans huit communes et si l'évaluation est concluante, la généralisation s'en suivra avec des options plus intéressantes. « Le Gouvernement

entend promouvoir la montée en compétences et qualifications de plusieurs secteurs de l'artisanat dont celui de votre filière. Par ailleurs, le crédit ARCH-ARTISAN a été aussi lancé pour vous permettre de trouver les moyens de vous lancer à votre propre compte ou pour acquérir les instruments modernes adaptés aux nouvelles connaissances reçues. Vous avez donc la possibilité d'avoir des crédits allant jusqu'à deux millions de francs CFA auprès des SFD partenaires du Fonds National de la Microfinance », a-t-elle annoncé aux mécaniciens.

Très émus, les mécaniciens garagistes bénéficiaires du projet ARCH, à travers leur porte-parole, ont dit leur reconnaissance au Gouvernement qui leur offre gracieusement cette opportunité de recevoir des notions et pratiques leur permettant de satisfaire leurs clients. Ils ont



affirmé avoir été formés par le passé avec des véhicules d'une génération dépassée. Mais aujourd'hui, ce sont des voitures de type nouveau et il était très important de se remettre à niveau. Les mécaniciens ont pris l'engagement de faire en sorte que la vision du Gouvernement à travers la mise en œuvre du projet ARCH soit atteinte.

Ils sont plusieurs dizaines de mécaniciens auto sélectionnés après une procédure participative et transparente à séjourner à Lokossa dans le cadre de ce

projet qui consiste à donner des formations de qualité devant leur permettre de s'adapter à l'évolution automobile de nos jours. Leur prise en charge est entièrement assurée par le Gouvernement à travers ARCH.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la phase pilote du volet formation du projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH), l'Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS) a annoncé en juin

2021, la formation programmée des artisans sélectionnés sur toute l'étendue du territoire national dans divers domaines de compétence. Depuis lors, des centaines d'entre eux ont été formés en menuiserie aluminium ; photovoltaïque ; peinture, carrelage, staffage, électricité bâtiment et maçonnerie. Et le déploiement dans d'autres corps de métier se poursuivra dans les mois à venir.

Les mécaniciens en formation actuellement à Lokossa sont de la deuxième vague, après la première, l'année dernière.

Aux côtés des Ministres, vendredi, pour la visite à Lokossa, il y avait le Directeur Général de CFA Motors, partenaire de l'Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS) dans le cadre de ce projet ; le Préfet du Mono et du Directeur des formations à l'ANPS.

Promotion des droits des femmes

La COSI Bénin fait l'évaluation des recommandations sur l'approche genre

La Confédération des organisations syndicales indépendantes du Bénin (COSI) a organisé le vendredi 23 septembre 2022, à la Bourse de Travail, un atelier de suivi et d'évaluation de l'état de mise en œuvre et d'intégration des recommandations de l'audit genre pilote réalisé en novembre 2020 dans les structures et le fonctionnement de la COSI Bénin.

● Abdul Wahab ADO

Évaluer les avancées ainsi que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de l'Audit Participatif Genre de la COSI Bénin et en tirer les conséquences. Tel est l'objectif qui a réuni les leaders syndicaux provenant du BEC COSI Bénin, de la CONAF COSI Bénin et de la CNJ COSI Bénin. A cette occasion, Machioud Batoko, Représentant du Secrétaire Général de la COSI Bénin, a expliqué que l'objectif de l'atelier est d'évaluer à mi-parcours la mise en œuvre des recommandations de l'approche genre dans le milieu de travail. « Nous nous étions entendus d'atteindre un objectif de 30% dans nos activités et dans nos organes de décision de la COSI Bénin, d'appliquer ce taux. C'est le bilan à mi-parcours, pour voir qu'est-ce taux a été atteint ; qu'est-ce qu'il faut corriger et que faire pour avancer ? », a indiqué le Représentant du Secrétaire Général de la COSI Bénin.

Pour la Présidente de la Commission nationale des femmes de la COSI Bénin, Massadimi Amoussa Aïcha, c'est l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations et des engagements. Car en 2020, la COSI Bénin s'est prêtée à un



● Photo de famille des participants

exercice. Il s'agit de faire un audit par rapport à l'approche genre à l'interne. Il y a des recommandations et des engagements. Deux ans après, il est important que l'on puisse se retrouver et voir les avancées par rapport à ces engagements qui avaient été pris. L'état des lieux montre qu'il y a des avancées sous le leadership du SG Chadaré. Il y a des formations des leaders syndicaux par rapport à l'approche genre. La COSI Bénin a un Centre d'écoute et d'accompagnement psycho-juridique par rapport aux violences basées sur le genre en milieu de travail. Il y a un centre d'opportunités d'échanges sur l'employabilité au niveau syndical.

En effet, pour l'atelier, une personne ressource externe impliquée dans la réalisation de l'APG a été identifiée pour accompagner le pro-

cessus. A cette occasion, un bref rappel est fait aussi bien de l'APG que de ses objectifs dans le développement organisationnel de la COSI Bénin en matière de promotion des droits des femmes. Les informations en lien avec les avancées et les difficultés dans la mise en œuvre des recommandations de l'APG sont collectées et analysées à partir d'un outil approprié élaboré à cet effet. Des pistes de solutions sont proposées pour une mise en œuvre plus efficace desdites recommandations. Il y a eu d'abord, une Introduction liminaire sur l'APG ; un focus group avec les participants pour collecter les informations avec traitement et analyse des données suivis de l'identification des goulots d'étranglement et prise de résolutions pour accélérer la mise en œuvre des recommandations de l'APG.

Assistance sociale à Avrankou

L'artiste Gospel Corina K appuie des orphelins en kits scolaires

A l'occasion de son anniversaire de naissance, le chantré Gospel Corina K et Corine Koumagnon à l'état civil, a volé au secours des pensionnaires de l'école internat des orphelins « la prunelle de Dieu vivant de Gbozounmè » dans la commune d'Avrankou. Accompagnée des fans et proches, elle s'y est rendu avec divers lots de kits scolaires.

● Bidossessi WANOU

Partager sa joie à l'occasion de son anniversaire de naissance, c'est l'objectif de l'artiste Gospel Corina K qui est allée rendre visite, accompagnée de fans et soutiens, aux pensionnaires de l'orphelinat « la prunelle de Dieu vivant de Gbozounmè ». Pour l'occasion, le chantré gospel a offert divers kits scolaires aux pensionnaires en ce début de la rentrée scolaire. Des cahiers, stylos, des vrais dessinateurs, des couvertures, ardoises, boîtes de craies, et autres... Comme un bon samaritain, elle est venue au moment opportun, selon les responsables de l'orphelinat qui ont salué la générosité de Corina K. « Vous avez beaucoup fait. Nous sommes éloignés mais vous avez décidé de venir à nous. Vous n'allez jamais regretter cette générosité. Nous sommes vraiment dans le besoin et votre appui nous soulagera en ce début d'année scolaire. Il y a des enfants qui demeurent dans l'incertitude de fréquenter cette année scolaire pour défaut de fournitures. Mais avec votre geste, nous, on peut espérer », a déclaré Boton Georges Bonou, promoteur et premier responsable de l'orphelinat qui a souhaité la bienvenue



● Photo de famille avec les pensionnaires

à l'artiste et sa suite. Selon la donatrice, l'éducation est la clé du succès et c'est sa manière à elle de contribuer à l'éducation de ces âmes. Pour sa part, « J'ai décidé de venir passer un moment avec vous, chanter, danser et m'amuser avec vous en ce début de la rentrée. Il n'y a pas de succès durable sans l'éducation. Ce geste est ma modeste contribution pour cette rentrée scolaire », a confié la donatrice qui a exhorté les pensionnaires au sérieux dans le travail pour faire la fierté de leurs encadreurs et des aînés qui les soutiennent. Aussi, a-t-elle promis de ne pas se limiter à ce premier passage. Très heureux, les bénéficiaires ont témoigné leur gratitude à la donatrice et son équipe et surtout promis ne pas les décevoir. Représentante des

pensionnaires bénéficiaires, Jawu Odette Toudonou s'est fondue en reconnaissance et prières : « Soyez remerciés pour ce geste d'amour et de solidarité à notre égard. Le Seigneur bénira votre intention en vous rendant ici ce jour. Vous avez décidé de partager le peu que vous avez avec nous. Vous en obtiendrez davantage et connaîtrez le succès dans toutes vos activités. Jarre de farine point, ne s'épuisera, vase d'huile point ne se videra ». Il faut noter que Corina K chante depuis l'âge de 7 ans et a passé plusieurs étapes, Soliste, maître de chœur, responsable de plusieurs chorales où elle a été soliste avant de voler désormais de ses ailes. Elle a à son actif plusieurs singles, albums et un featuring avec Prince Sèdo.

Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73



ARESS

**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS



(+ 229) 96 63 96 82